

représentent l'opinion et la volonté du peuple. J'irai plus loin. Je crois franchement que si le premier ministre et ses satellites ont obtenu le pouvoir et s'y sont maintenus, c'est surtout en amenant par ruse les gens à voter en leur faveur. J'en donnerai un exemple précis.

M. IRVINE: Vingt-cinq dollars par mois.

M. KUHL: Non, ce n'est pas là une ruse, c'est un objectif authentique. Le pays ne connaîtra la prospérité que lorsque le consommateur possédera un pouvoir d'achat suffisant. Si les Canadiens, oubliant les considérations de parti, se prononçaient sur les questions en cause, nous arriverions à quelque chose. Les gens ne votent nullement sur les questions mêmes. Il est temps que nous discutons les questions et les principes, au lieu de nous faire la petite guerre sur de prétendues divergences de parti.

A mon sens, dis-je, le premier ministre et ses associés ont conservé le pouvoir surtout en amenant par ruse les électeurs à les appuyer de leurs votes. Je désire apporter un exemple à l'appui de ma thèse. A moins que la mémoire ne lui fasse défaut, le premier ministre doit se rappeler sa déclaration en 1935, qu'il aurait formulée à Saskatoon. Il a dit alors:

Le pays est à la veille d'une grande bataille entre le peuple et la finance. Cette bataille se déroulera au cours de la prochaine législature. C'est pourquoi je demande une victoire décisive du parti libéral, une victoire qui me permettra de mettre en œuvre mon programme de régie de la monnaie et du crédit. Tant que le Gouvernement n'aura pas recouvré cette régie, il sera futile de parler de la démocratie et de la suprématie du Parlement.

Ce sont là de très nobles sentiments. Sans doute, le premier ministre et ses amis pensent-ils leur avoir donné suite. Libre à eux de le croire, mais je ne partage pas leur avis, non plus, je crois, que la population canadienne. J'irai plus loin. J'ose dire que le chef du Gouvernement et les membres de son parti ont même trahi notre peuple. Ils lui ont laissé entendre qu'ils allaient engager le combat contre les forces de la finance. S'ils ont tenu parole, l'issue de la bataille a été la défaite et non la victoire. Tant que notre peuple n'aura pas regroupé ses forces, il sera à la merci des politiciens de partis. Le premier ministre a fait croire à la population canadienne qu'il allait obtenir certains résultats; il a même indiqué les moyens qu'il entendait prendre à cette fin. Quoi qu'il en dise, quoi qu'en pensent les membres de son parti, il n'a pas tenu parole, il a trahi notre population.

M. BLACKMORE: Au lieu de les combattre, il s'est rallié aux forces de la finance, et cette alliance dure toujours.

[M. Kuhl.]

M. KUHL: Quant à la population, elle ne mérite, je crois, aucun blâme. Elle a accompli son devoir et est toujours disposée à le faire. Elle est encore prête à produire des denrées en quantités formidables. Elle possède les connaissances et les moyens nécessaires pour accroître la production bien au-dessus de son niveau actuel, mais elle en est empêchée, parce que le parti libéral, dirigé par le premier ministre, n'a pas exécuté son propre programme. Les impôts meurtriers qui écrasent le pays à l'heure présente découragent toute production. Le plus sûr moyen d'enrayer l'inflation est certes d'intensifier la production, mais lorsque les impôts découragent le cultivateur, l'ouvrier et tout le monde, comment pouvons-nous combattre l'inflation avec succès? Le grand responsable, ce n'est donc nul autre que le Gouvernement qui poursuit une politique financière contraire aux intérêts de la population canadienne. Je lui conseille un petit examen de conscience et un retour sur certaines de ses propres déclarations afin d'y donner suite. Il pourra, de cette façon, améliorer sensiblement la situation et je lui donnerai mon appui. Mais il ne semble pas disposé à le faire et il devra en subir les conséquences.

M. BLACKMORE: Non, c'est la population qui les subira.

M. KUHL: En terminant, permettez-moi de consigner au compte rendu un extrait d'une allocution que j'ai prononcée à la radio, en réponse aux personnes qui m'avaient envoyé des lettres et des télégrammes, me priant d'appuyer la régie des prix. On pourra en juger mon attitude à l'égard de la question à l'étude. Voici:

Je remercie mes électeurs de tous les télégrammes et lettres qu'ils m'ont adressés pour me faire part de leur inquiétude au sujet du coût élevé de la vie. Le moins qu'on puisse dire de telles communications, c'est qu'elles révèlent que leurs auteurs savent que leur député au Parlement est chargé de les représenter et de les servir. C'est dans l'ordre et je leur sais gré de cette preuve de démocratie agissante.

Cependant, j'ai une critique à formuler à l'égard de ces lettres et télégrammes: c'est que la plupart exigent qu'à mon titre de représentant de la circonscription de Jasper-Edson, j'appuie le rétablissement de la régie des prix. De telles demandes résultent de ce que l'on comprend mal les devoirs du citoyen et ceux d'un représentant au Parlement. A mon sens, il appartient aux électeurs d'exiger des résultats mais non pas d'indiquer les méthodes d'y arriver. Ce que désirent les gens de la circonscription de Jasper-Edson, comme d'ailleurs le reste de la population, c'est un relèvement du niveau d'existence. Je suis convaincu qu'ils ne me forceraient pas à appuyer le rétablissement des régies s'ils savaient qu'ils peuvent relever autrement leur niveau d'existence. Pour ma part, je suis convaincu que les Canadiens